

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction
départementale de la protection
des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service
prévention des risques
environnementaux
N°IC 2010/1507
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II ,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié les 30 mai et 1^{er} août 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 février 2012, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor
- VU la demande présentée le 1er septembre 2010 par l'installation classée « **SERANDOUR Mickael** », sise « Houallan » en PLOUAGAT, en vue de la création d'un élevage avicole dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur, soit un cheptel de 56304 animaux équivalents en multi-production, avec reprise de la totalité de la litière produite par les Ets HUON , la construction d'une fumière de 441 m2, de deux poulaillers et d'un hangar de stockage de paille., en PLESIDY au lieu-dit « Kerzière » (Sections ZM n° 29);
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions défavorables du Commissaire-enquêteur ;

- VU les délibérations des conseils municipaux de PLESIDY (10 mars 2011)- SAINT CONNAN (27 mai 2011) - SAINT FIACRE (19 janvier 2011) - - SENVEN LEHART (9 mars 2011);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 5 décembre 2011 ;
- VU la convocation adressée à l'éleveur par courrier recommandée du 7 décembre 2011 avec accusé réception du 15 décembre 2011, lui communiquant le rapport susvisé ci-dessus;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 16 décembre 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du TRIEUX;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de BOURBRIAC, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produit 11049 UN et 11584 UP205,

CONSIDERANT que l'éleveur n'a pas répondu, dans les délais impartis, à la demande de compléments qui lui a été adressée le 30 août 2011, l'inspecteur des installations classées a proposé un avis défavorable sur le dossier présenté au Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 16 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire s'est présenté devant la Commission où il a eu la possibilité de faire part de ses observations,

CONSIDERANT que par courrier du 3 février 2012 le pétitionnaire a pris des engagements par écrit notamment sur les points qui posaient des difficultés , à savoir :

- sur les capacités financières insuffisamment démontrées,
- sur le choix du site,
- sur l'avis défavorable du Commissaire enquêteur ,
- sur la prise en charge de la réalisation de l'entretien nécessaire des accès communaux,
- sur les travaux de raccordement au réseau d'eau publique ;
- sur les circuits de circulations des camions devant desservir l'installation,

CONSIDERANT que le site d'implantation de l'élevage n'est pas compris dans le périmètre NATURA 2000 ni dans une zone ZNIEFF ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a obtenu un accord CDOA Marge du 19 octobre 2010 pour l'attribution de 11660 unités d'azote,

CONSIDERANT que la DDTM22 a émis un avis favorable au bilan agronomique du pétitionnaire,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé , au titre de l'installation classée « **SERANDOUR Mickael** » sise Houallan à 22170 PLOUAGAT , à exploiter en PLESIDY au lieu-dit « Kerzière » (sections ZM n° 29) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, 56304 animaux équivalents volailles de chair en présence simultanée,

* sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 11049 kg par an et la production de phosphore à 11 584 kg par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié ainsi que celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE

2.1. *Aménagement :*

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2400 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc....), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2. *Sécurité :*

2.2.1. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.2. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Le bâtiment devra être accessible aux engins de lutte contre l'incendie, par une voie de 3 mètres de large minimum utilisable en toute circonstance et dont la force portante est calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons.

2.2.5. - La défense en eau de l'établissement devra être assurée par un hydrant conforme à la norme NFS 61 213 (poteau ou bouche incendie fournissant 1 000 litres/mn sous 1 bar) ou une réserve de 120 m³ utilisable et accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie.

2.2.6. - Ce point d'eau devra être situé à moins de 300 mètres (circulaire du 10 décembre 1951).

ARTICLE 3 - GESTION ET TRAÇABILITE DU FUMIER BRUT DE VOLAILLES

Une convention est établie avec une société, qui assure la reprise vers une installation classée 2780 pour 396 tonnes de fumier brut par an soit 11 049 unités d'azote.

Cette convention devra préciser :

- les obligations de l'éleveur,
- les conditions de reprise.

Les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise fournira à l'inspecteur des installations classées les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zones d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION CLASSEE

4.1. - *Nuisances auditives* :

A la fin de la première année de fonctionnement, une étude devra être réalisée pour mesurer les niveaux acoustiques et les émergences en zone à émergence réglementée en période diurne et nocturne (avec et sans le fonctionnement des équipements).

Cette étude sera réalisée par un bureau spécialisé, et sera conforme à la norme N.F S 31-010. Ces mesures, réalisées de jour et de nuit, permettront de vérifier les niveaux limites admissibles, et l'émergence, en limite des zones à émergence réglementée, sera mesurée.

Le bilan de ces mesures sera transmis à la Direction départementale de la protection des populations, service Prévention des risques environnementaux.

4.2.- *Abords de l'élevage* :

4.2.1- Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments des habitations voisines sera mis en place aux abords des bâtiments d'élevage. Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

4.3.- *Accès des camions à l'élevage* :

4.3.1- Il est interdit aux camions de circuler par le hameau de "Kerzière" pour se rendre aux poulaillers. Les camions devront emprunter l'accès par le hameau de "Garlouët".

ARTICLE 5 – MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 6 - RESORPTION :

Transfert = 11 049 UN
611 UN non utilisée.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLESIDY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLESIDY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de PLESIDY, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de PLESIDY, BOURBRIAC, SAINT ADRIEN, SAINT-CONNAN, SAINT-FIACRE, SAINT-PEVER et SENVEN-LEHART.

SAINT-BRIEUC, le 26 Avr. 2012

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Philippe de Gestas-Lespéroux